

Unité départementale des Yvelines  
35 rue de Noailles  
Bâtiment B1  
78000 VERSAILLES

VERSAILLES, le 14/11/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/09/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **TECHNOCENTRE RENAULT**

1 Avenue du Golf  
78041 GUYANCOURT

Code AIOT : 0006503227

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/09/2022 dans l'établissement TECHNOCENTRE RENAULT implanté 1 Avenue du Golf 78041 GUYANCOURT. L'inspection a été annoncée le 08/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TECHNOCENTRE RENAULT
- 1 Avenue du Golf 78041 GUYANCOURT
- Code AIOT : 0006503227
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Non

Le Technocentre Renault est un centre de recherche et de développement automobile. Il a été inauguré en 1998 et occupe une superficie de 150 hectares sur la commune de Guyancourt. Il emploie actuellement 12 000 personnes.

Les installations actuelles relèvent du régime de l'autorisation et sont encadrées par les dispositions de l'arrêté préfectoral n°2011356-0001 du 22 décembre 2011 modifié.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- la situation administrative du site ;
- les porters à connaissance transmis par courriers en date du 01/07/2022 relatifs aux projets Grand Paris et Campus.
- la prévention du risque incendie dans les installations de traitement de surface ;
- la prévention de la pollution atmosphérique (installations de combustion et de traitement de surface) ;
- la gestion des produits chimiques.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Classement ICPE	AP Complémentaire du 22/12/2011, article 1.5.1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
2	Recensement des parties à Risques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
3	Installations électriques – conception	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois
7	Installations électriques – chauffage des bains	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
10	Moyens de lutte incendie – entretien	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
11	Confinement des eaux incendie – dimensionnement et organes de commande	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20.III	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
15	Dispositifs de coupure en alimentation gaz	AP Complémentaire du 22/12/2011, article 8.6.1.6 – II	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
16	Rejets atmosphériques – Chaudières	AP Complémentaire du 22/12/2011, article 3.2.4.1 et 3.2.5.2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Installations électriques – mises à la terre	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17	/	Sans objet
5	Installations électriques – installations de chauffage	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17	/	Sans objet
6	Installations électriques – chauffage des bains	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17	/	Sans objet
8	Moyens de lutte incendie – moyen d'alerte	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14	/	Sans objet
9	Moyens de lutte incendie – extincteurs	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14	/	Sans objet
12	Confinement des eaux incendie – consignes	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20.III	/	Sans objet
13	Implantation chaudières	AP Complémentaire du 22/12/2011, article 8.6.1.1	/	Sans objet
14	Conditions exploitation local chaudières	AP Complémentaire du 22/12/2011, article 8.6.1.3	/	Sans objet
17	Rejets atmosphériques – Installations traitement de surface	AP Complémentaire du 22/12/2011, article 3.2.4.3	/	Sans objet
18	Règlement REACH – substances à autorisation ou candidates à autorisation	Règlement européen du 18/12/2006, article 59 et article 8 de l'AM du 09/04/2019	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'inspection a porté sur les installations de traitement de surface, principalement sur les aspects associés au risque incendie au niveau du process industriel et sur les rejets atmosphériques et les conditions d'exploitation des chaudières présentes sur le site. Un point sur la situation administrative du site et les différents porters à connaissance transmis relatifs au classement ICPE du site et aux modifications du site suite à des cessions effectuées en 2022 a été réalisé. Ces porters à connaissance sont en cours d'instruction par l'inspection et feront l'objet de retours spécifiques à l'exploitant.

Le site est contrôlé régulièrement par des sociétés externes sur différents aspects (installations électriques, moyens de lutte contre l'incendie, rejets atmosphériques, etc.). L'exploitant doit mettre en œuvre les actions correctives recommandées dans les rapports de contrôle et doit veiller à ce que les conditions de prélèvements et d'analyses respectent les prescriptions applicables à ses installations.

L'exploitant dispose de fiches et de procédures relatives à la pollution accidentelle ou à un incendie et les mesures à prendre, ces fiches doivent être clarifiées pour que l'ensemble des étapes à suivre soit bien compris par l'ensemble des acteurs impliqués.

La gestion des produits chimiques du site dispose d'une équipe dédiée et d'un suivi détaillé par substance présente sur le site, notamment en ce qui concerne les produits contenant des substances candidates à autorisation ou soumises à autorisation au titre du règlement REACH.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Classement ICPE

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 22/12/2011, article 1.5.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Classement ICPE
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Article 1.5.1 Porter à connaissance</p> <p>« Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation. »</p>
<p><b>Constats :</b> Le dernier classement ICPE de l'établissement a été acté par l'article 2 de l'APC n° 78-2019-05-10-011 du 10/05/2019.</p> <p>L'exploitant a sollicité le bénéfice des droits acquis en application des dispositions de l'article L. 513-1 du code de l'environnement pour les rubriques :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 2565-2a (par courrier du 24/03/2020, référence : note 33/2019/67008)</li> <li>• 1978-6 et 2925-2 (par courrier du 25/09/2020, réf. note 18/2020/67008)</li> <li>• 2930-1a et 2940-2a (par courrier du 24/11/2020, réf. note 20/2020/67008)</li> </ul> <p>L'exploitant a par ailleurs sollicité une mise à jour de son arrêté préfectoral pour prendre acte du basculement vers le régime de l'enregistrement, mettre à jour les installations référencées ICPE et IOTA du site et la restitution des garanties financières (par courrier du 31/03/2021, réf. Note 04/2021/67008).</p> <p>L'exploitant précise que les caractéristiques des installations précisées dans le courrier du 31/03/2021 n'ont pas évolué depuis (à l'exception des installations relevant des rubriques 1185-2a et 2925-2 du Modem et Quick Drop qui font l'objet du porter à connaissance en date du 01 juillet 2022 (réf. Note 07/2022/12820)).</p> <p>Ces demandes sont en cours d'instruction et feront l'objet d'un retour spécifique.</p> <p>L'exploitant a porté à connaissance du Préfet deux autres modifications de son site :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le projet CAMPUS, relatif à une réorganisation du site du Technocentre avec l'arrivée d'occupants tiers à Renault SAS (courrier du 01/07/2022 (réf. Note 06/2022/12820) ;</li> <li>- la cession d'une parcelle de 25 ha à l'Établissement Public Foncier d'Île-de-France (EPFIF) et la cession d'une parcelle de 2 535 m<sup>2</sup> à la Société du Grand Paris (SGP) (courrier du 01 juillet 2022 (réf.</li> </ul>

Note 07/2022/12820).

L'exploitant précise avoir conclu une convention de rejets avec l'EPFIF et la SGP. Il transmet à l'inspection la convention de rejet avec l'EPFIF en date du 26 avril 2022. Cette convention prévoit que les eaux pluviales de ruissellement de la parcelle de 25 ha cédée continuent de transiter par le Technocentre jusqu'à la fin des travaux menés par l'EPAPS (en 2030 au plus tard).

L'exploitant précise avoir démarré les échanges avec le SDIS 78 concernant les accès du site aux services d'incendie et de secours et la mise à jour du plan du site.

L'inspection constate que les installations du « Quick Drop » de charge de batteries électriques sont vides au niveau rez-de-chaussée mais le sous-sol a encore des éléments métalliques qui ne sont pas encore démantelés. Le bâtiment « Modem » n'a plus d'occupants de Renault et les installations de climatisation sont encore présentes sur le toit. La zone prévue pour recevoir les installations du « Quick Drop » au bâtiment « Les Labos » est en cours d'aménagement.

Ces deux autres porters à connaissance sont en cours d'instruction et feront l'objet d'un retour spécifique.

L'exploitant a précisé que le projet relatif à l'aménagement de 3 installations de peinture, ainsi que d'un laboratoire de préparation dans le bâtiment du Diapason à la mi-2022, porté à connaissance du Préfet par courrier du 05/11/2021 (réf. 23/2021/67008) mais qui ne s'est pas réalisé à cette échéance serait finalement mis en œuvre au 2e semestre 2023 avec les mêmes caractéristiques décrites dans le courrier.

L'inspection rappelle l'exploitant qu'il doit, avant la réalisation de cette modification, porter à connaissance du Préfet tous les éléments d'appréciation, y compris les éléments relatifs aux dangers ou inconvénients induits par le projet de modification.

Conclusion :

L'exploitant doit transmettre un dossier de porter à connaissance relatif à l'installation de nouvelles cabines de peinture au bâtiment Diapason avant la réalisation de cette modification. Ce porter à connaissance doit présenter tous les éléments d'appréciation, y compris ceux relatifs aux dangers ou inconvénients induits par la modification.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 3 mois

## N° 2 : Recensement des parties à Risques

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10

**Thème(s) :** Actions nationales 2022, Risque Incendie - Locaux à risques

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

« Localisation des risques.

« L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisés, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

« Les parties de l'installation concernées par l'emploi ou le stockage de substances ou mélanges inflammables ou à mention de danger H300, H301, H310, H311, H330, H331, H370 ou H372 tels que définis à l'article 2 sont systématiquement à considérer dans ce recensement.

« L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques. L'exploitant tient également à la disposition de

l'inspection des installations classées un plan tenu à jour de l'ensemble des cuves de l'installation précisant pour chacune d'elle ses caractéristiques techniques et chimiques (volume maximum, pH, nom, utilité, concentration, composition, etc.). »

**Constats :** L'exploitant présente le « Plan des ICPE TCR » constitué de deux plans.

Le premier repère l'emplacement des activités soumises à enregistrement présentes sur site :

- application peinture (rubrique 2940-2a)
- garage et réparation (rubrique 2930-1a)
- installation de combustion (rubrique 2910-A1)
- refroidissement par dispersion d'eau (rubrique 2921)
- stockage combustible (rubrique 1510)
- cataphorèse (rubrique 2565-2a)

et les risques associés :

- risque chimique (stockage de produits chimiques > 600 L)
- stockage huile >600 L
- zone ATEX (atmosphère explosible)
- zone ADR (transport de matières dangereuses).

Le deuxième repère l'emplacement des activités soumises à déclaration (régimes D ou DC (déclaration avec contrôle périodique) présentes sur site :

- retouche peinture (rubrique 2930-2b)
- charge accumulateurs (rubrique 2925-1 et rubrique 2925-2)
- station service (rubrique 1435-2)
- solvants pour application véhicule (rubrique 1978-6)
- travail des métaux (rubrique 2560-2)
- transformation polymères (rubrique 2661-1c et rubrique 2661-2b)
- GES fluorés (rubriques 1185-2a et 1185-2b)

et les risques associés :

- risque chimique (stockage de produits chimiques > 600 L)
- stockage huile >600 L
- zone ATEX (atmosphère explosible)
- zone ADR (transport de matières dangereuses).

L'inspection constate que le risque incendie n'est pas indiqué sur ces plans alors que des activités avec ce risque sont présentes sur le site. Par ailleurs, les activités relevant de la rubrique 1185-2b au bâtiment Gradient ne sont pas représentées sur le plan des activités soumises à déclaration.

L'exploitant présente le plan de l'atelier TS-Cata installé dans le bâtiment Les Labos (Laboratoires) : traitement de surface et application de la cataphorèse constitué de 2 chaînes : « Petit pilote » (11 cuves de 200L) et « Grand pilote » (13 cuves de 3300 L/ 3715 L et 4700 L). L'exploitant précise que le « Grand pilote » prévu pour le traitement de surface des grandes pièces n'est pas utilisé depuis un an environ.

L'inspection remarque que deux zones identifiées sur le plan comme « zone agitateur 1 » et « zone agitateur 2 » ont des produits chimiques indiqués en « rétention violet ». L'exploitant précise que ces zones sont utilisées pour réaliser de la « cataphorèse sur paillasse » avec des bains de 30 L dans des pots en plastique. Ces zones ont été indiquées par l'exploitant dans le classement ICPE du site transmis par courrier du 31/03/2021, réf. Note 04/2021/67008.

L'inspection constate que ces bains sur paillasse ne sont pas sur rétention et que les bains du grand pilote qui n'est pas en utilisation contiennent du liquide.

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un plan de chaque chaîne avec ses caractéristiques techniques et chimiques (volume maximum, pH, nom, utilité, concentration, composition, etc.).

<p>Conclusions :</p> <p>L'exploitant met à jour le plan des ICPE pour indiquer les zones à risque d'incendie et les activités relevant de la rubrique 1185-2b au bâtiment Gradient.</p> <p>L'exploitant doit mettre les bains de la cataphorèse sur paillasse sur rétention.</p> <p>L'exploitant doit maintenir vides les rétentions des bains du grand pilote qui ne sont pas utilisés depuis un an.</p> <p>L'exploitant doit transmettre un plan de chaque chaîne de traitement de surface (« Petit pilote », « Grand pilote » et cataphorèse sur paillasse) précisant pour chacune des cuves et bains ses caractéristiques techniques et chimiques (volume maximum, pH, nom, utilité, concentration, composition, etc.)</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : Installations électriques – conception

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Risque Incendie – Installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.[...] »</p>
<p><b>Constats :</b> Pour les installations électriques du bâtiment « Les Labos » qui abrite l'atelier de traitement de surface relevant de la rubrique 2565-2a, l'exploitant présente le rapport du 07/07/2022 de compte rendu de vérification périodique des installations électriques selon le chapitre 2 du référentiel APSAD D18 (réf. 7791926/46.24.1.Q18). Ce rapport a été réalisé par un organisme de vérification d'installations électriques autorisé par le CNPP Cert, organisme certificateur, pour la vérification des installations électriques. La précédente visite avait été réalisée le 05/07/2021 selon le rapport. Ce rapport ne relève pas de non-conformité relative aux installations électriques. Il est à noter que le rapport de vérification de 2021 présenté par l'exploitant avait relevé 3 observations qui ne sont pas citées comme non conformités dans le rapport de 2022.</p> <p>L'exploitant présente également le rapport du 04/07/2022 de compte rendu de vérification périodique des installations électriques selon le chapitre 2 du référentiel APSAD D18 (réf. 7791926/6.25.1.Q18) pour le bâtiment « La Centrale et Galerie Technique ». Ce rapport a été réalisé par un organisme de vérification d'installations électriques autorisé par le CNPP Cert, organisme certificateur, pour la vérification des installations électriques. La précédente visite avait été réalisée le 16/06/2021 selon le rapport. Ce rapport ne relève pas de non-conformité relative aux installations électriques. Il est à noter que le rapport de vérification de 2021 présenté par l'exploitant avait relevé 3 observations qui ne sont pas citées comme non conformités dans le rapport de 2022. Le rapport indique également qu'une coupure totale n'a pas été autorisée par l'exploitant. L'exploitant précise qu'il n'y a pas de coupure pour le contrôle des installations électriques mais qu'une coupure générale annuelle est organisée à la fin du mois d'octobre pour tester le démarrage des 3 groupes électrogènes du site.</p> <p>Le suivi des réserves relevées dans les différentes vérifications réalisées par l'organisme de vérification des installations électriques, qui est en charge aussi des contrôles relatifs aux rejets atmosphériques, aux portes, portails, rayonnement ionisants, ESP, ozone et accessoires levage) est</p>



<p>réalisé par le biais d'une plateforme électronique. Pour l'ensemble du site, la plateforme montrait qu'en 2021 avaient été émises 388 nouvelles réserves et 9 n'ont pas été levées à la fin 2021 et qu'en 2022, 135 avaient été émises et 25 réserves restaient à traiter.</p> <p>L'exploitant présente également le compte rendu de contrôle Q19 des installations électriques par thermographie infrarouge réalisé entre le 29/11/2021 et le 07/12/2021, réalisé par un opérateur titulaire d'une attestation de compétence en cours de validité délivrée par le CNPP. Le précédent contrôle a été réalisé le 12/2020. L'inspection contrôle par sondage, les résultats pour les bâtiments « Les Labos » et « La Centrale ». Pour ces deux bâtiments le contrôle n'a pas relevé des installations nécessitant une action ou étant à surveiller.</p> <p>Conclusions: L'exploitant doit mettre en œuvre les actions correctives pour lever les réserves restantes sur le suivi des vérifications de l'ensemble du site pour l'année 2022. Il transmet à l'inspection son plan d'actions en précisant les anomalies qui étaient récurrentes ou qui avaient déjà été signalées lors des précédentes vérifications.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

#### N° 4 : Installations électriques – mises à la terre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Risque Incendie – Installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> « [...] Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables. [...] »</p>
<p><b>Constats :</b> L'inspection n'a pas été en mesure de vérifier sur site la mise à la terre des cuves métalliques utilisées pour le traitement de surface dans le bâtiment « Les Labos ».</p> <p>Par courriel du 06/10/2022, l'exploitant présente des photos de l'installation des cuves métalliques de phosphatation. Ces photos mettent en évidence la mise à la terre de ces cuves métalliques de phosphatation des deux chaînes (« Petit Pilote » et « Grand Pilote ») et des canalisations en acier inox. Le rapport du 07/07/2022 de compte rendu de vérification périodique des installations électriques selon le chapitre 2 du référentiel APSAD D18 (réf. 7791926/46.24.1.Q18) pour le bâtiment « Les Labos » ne relève pas de non-conformité sur ce point.</p> <p>L'inspection a pu constater la mise à la terre des coffrets des détecteurs et installations électriques de l'atelier traitement de surface du bâtiment « Les Labos ».</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Installations électriques – installations de chauffage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Risque Incendie – Installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> « [...] Le chauffage de l'installation et de ses annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent. [...] »
<b>Constats :</b> L'exploitant indique que les installations du Technocentre sont chauffées par de l'eau chaude.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Installations électriques – chauffage des bains

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Risque Incendie – Installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> « [...] Les circuits de régulation thermique de bains sont construits conformément aux règles de l'art et ne comprennent pas de circuits de refroidissement ouverts. »
<b>Constats :</b> L'inspection constate que les circuits de régulation thermique de bains ne comprennent pas de circuits de refroidissement ouverts.  L'inspection constate que la chaîne de traitement de surface opère en zéro rejet et que les effluents (eau de rinçage) sont stockés dans une cuve présente dans le local traitement de surface au bâtiment « Les Labos ». L'exploitant précise que cette cuve est vidée par camion environ 4 fois par an.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Installations électriques – chauffage des bains

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Risque Incendie – Installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> « [...] Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage. Ces dispositifs sont régulièrement contrôlés et systématiquement après tout arrêt prolongé d'activité.[...] »
<b>Constats :</b> L'exploitant précise qu'il existe un dispositif qui détecte le manque de liquide des bains et arrête leur chauffage. Il indique que la maintenance de ces dispositifs est réalisée annuellement.  Par courriel du 28/09/2022, l'exploitant présente un rapport de contrôle des systèmes de chauffe des bains de traitement de surface du « Petit Pilote » et du « Grand Pilote ». Ce contrôle a été réalisé du 9 au 13/05/2022 par une société spécialisée dans le traitement de surface. Des non-conformités ont été signalées pour le « Petit Pilote » et pour le « Grand Pilote ».  Pour l'installation de cataphorèse sur paillasse, l'inspection constate que les 6 bains sur paillasse étaient agités par un agitateur, que la température des bains était de 30°C et que le chauffage des

bains était réalisé avec une canne chauffante. L'exploitant n'a pas été en mesure de préciser les dispositifs de sécurité relatifs au chauffage des bains sur paillasse mis en place.
Conclusions :
L'exploitant doit mettre en œuvre les actions correctives nécessaires signalées dans le dernier rapport de contrôle des systèmes de chauffe des bains de traitement de surface réalisé entre le 9 et le 13/05/2022. Il transmet à l'inspection son plan d'actions.
L'exploitant transmet à l'inspection la procédure relative au contrôle des dispositifs de sécurité des bains de cataphorèse sur paillasse.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 8 : Moyens de lutte incendie – moyen d'alerte

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Risque Incendie – Moyens de lutte
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> « L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :  a) D'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; [...] »
<b>Constats :</b> Pour le bâtiment « Les Labos » qui abrite les installations de traitement de surface et pour le bâtiment « La Centrale », l'exploitant précise que le déclenchement des sprinklers est remonté au poste central de sécurité (PCS) et que le site dispose d'une équipe d'intervention dédiée.  Par courriel du 28/09/2022, l'exploitant présente la fiche reflex 4-3 « Incendie en heure ouvrée » qui précise qu'en cas d'incendie, l'équipe d'intervention arrive sur les lieux, évalue la situation et informe le PCS qui informe les autres interlocuteurs dont le permanent en charge de la maintenance et le responsable environnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 9 : Moyens de lutte incendie – extincteurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Risque Incendie – Moyens de lutte
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> « L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] b) D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. [...] »
<b>Constats :</b> L'inspection constate que les bâtiments « Les Labos » « La Centrale » possèdent des extincteurs.  L'inspection constate par sondage qu'un extincteur poudre de 50kg (réf. 4068) est positionné à

proximité des chaînes de traitement de surface, et qu'un extincteur poudre ABC (réf. B005) et un extincteur eau pulvérisée (réf. A015) sont positionnés à proximité des chaudières du bâtiment « La Centrale ».
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 10 : Moyens de lutte incendie – entretien

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Risque Incendie – Moyens de lutte
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : « [...] »</p> <p>e) Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>« L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres, aux exercices de secours et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau. »</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant précise que l'atelier traitement de surface du bâtiment « Les Labos » est doté d'extincteurs, de robinets d'incendie armés (RIA), de sprinkleurs (y compris dans les têtes des gaines d'aspiration des cuves) et d'un système de désenfumage par canton déclenchable de manière automatique et manuelle.</p> <p>L'inspection constate par sondage que l'extincteur poudre de 50kg (réf. 4068) positionnée dans l'atelier traitement de surface du bâtiment « Les Labos » a été vérifié en juin 2022.</p> <p>L'inspection constate par sondage que l'extincteur poudre ABC (réf. B005) et l'extincteur eau pulvérisée (réf. A015) positionnés à proximité des chaudières du bâtiment « La Centrale » ont été vérifiés en juin 2022.</p> <p>Par courriel du 28/09/2022, l'exploitant présente les rapports de vérification des moyens de lutte contre l'incendie :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le rapport relatif à l'intervention réalisée entre le 21/06/2022 et le 27/06/2022 au Bâtiment « Les Labos » par une société de maintenance préventive d'extincteurs. Ce rapport indique que sur 212 équipements vérifiés, 81 appareils ont une corrosion prononcée et doivent être remplacés et que 50 appareils doivent être remplacés car ils ont plus de 10 ans.</li> <li>- le rapport relatif à l'intervention réalisée le 13/06/2022 au Bâtiment « La Centrale » par une société de maintenance préventive. Ce rapport indique que sur 11 appareils doivent être remplacés car ils ont plus de 10 ans.</li> </ul> <p>L'exploitant précise que le Technocentre avait une dérogation permettant d'utiliser les extincteurs tous les 15 ans, mais que cette dérogation a été changée, ainsi à chaque fois que les extincteurs existants atteignent 10 années, ils sont changés.</p> <p>Par courriel du 06/10/2022, l'exploitant présente le rapport de vérification annuelle des RIA réalisé par une société de maintenance des moyens de lutte contre l'incendie le 28/09/2021. Ce rapport indique que pour l'ensemble du site : 55 RIA étaient en bon état, 64 RIA n'étaient pas alimentés en eau et 250 appareils n'avaient pas été traités lors de ce contrôle.</p> <p><b>Conclusions :</b></p>

L'exploitant doit mettre en œuvre les actions correctives indiquées dans les rapports de vérification des RIA et des extincteurs. Il transmet à l'inspection son plan d'actions.
L'exploitant transmet à l'inspection le dernier rapport de vérification du système de désenfumage et du sprinklage des bâtiments « Les labos » et « La Centrale » et un bilan des actions correctives engagées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 11 : Confinement des eaux incendie – dimensionnement et organes de commande

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20.III
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Risque Incendie – Confinement des eaux incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. L'exploitant justifie dans son dossier d'enregistrement le dimensionnement dudit bassin.</p> <p>« Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou les épandages accidentels. Ils sont clairement signalés et facilement accessibles et peuvent être mis en œuvre dans des délais brefs et à tout moment. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin peuvent être actionnés en toutes circonstances.[...]»</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant précise qu'en cas de sinistre, les eaux susceptibles d'être polluées sont bloquées dans les canalisations grâce à l'actionnement de la vanne manuelle d'obturation du réseau d'eaux pluviales par les opérateurs du bâtiment « La Centrale ». Ensuite l'eau susceptible d'être polluée est envoyée dans le bassin de rétention des eaux d'incendie du site par l'actionnement d'une vanne automatique au niveau du bâtiment « La Centrale ».</p> <p>Il présente à l'inspection les fiches reflex 4-6 « Pollution en heure non ouvrée » et 4-5 « Pollution en heures ouvrées » qui précisent la conduite à tenir (isolement des accès au réseau et déviation des eaux vers le bassin de rétention si le réseau d'eaux pluviales est atteint). La fiche reflex 4-3 « Incendie en heure ouvrée » précise qu'en cas d'incendie une action sur les points de rejets des eaux est à prévoir. La fiche « Mode opératoire – Bassin incendie de la SEP » en date du 1er janvier 2014 (réf36-01), précise les actions à réaliser par les opérateurs de « la Centrale » à la réception d'un appel du service sécurité du site demandant de dévier les eaux pluviales. Cette fiche ne mentionne pas l'actionnement de la vanne d'obturation du réseau de manière manuelle par l'opérateur de la Centrale.</p> <p>L'exploitant précise que des tests de ce système de rétention des eaux polluées sont réalisés régulièrement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des exercices de réactivité, qui analysent la chaîne d'alerte en cas de sinistre et vérifient la réactivité du PCS à déclencher les secours interne ou externe. Par courriel du 28/09/2022, il présente le compte-rendu de l'exercice sur le thème du renversement d'un fût de produit chimique au bâtiment Transfert réalisé le 23/06/2022. Le délai entre l'appel au PCS et l'arrivée sur les lieux des équipes d'intervention interne est d'environ 5 minutes pour cet exercice.</li> <li>- des exercices d'urgence et évacuation incendie réalisés 1 ou 2 fois par an.</li> </ul> <p><b>Conclusions :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection les résultats des derniers contrôles effectués dans les organes</p>

de commande nécessaires à la mise en service du système de confinement des eaux susceptibles d'être polluées (organes manuelles et automatiques).
L'exploitant met à jour les fiches relatives aux cas de pollution pour clarifier l'actionnement des vannes manuelles et automatiques au niveau du bâtiment « La Centrale » en cas d'eaux susceptibles d'être polluées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 12 : Confinement des eaux incendie – consignes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20.III
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Risque Incendie – Confinement des eaux incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> « [...] Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement.[...] »
<b>Constats :</b> Comme mentionné au point de contrôle n°11 « Confinement des eaux incendie – dimensionnement et commande », l'exploitant précise avoir rédigé les fiches reflex sur les actions à tenir en cas de pollution accidentelle ou incendie.  L'exploitant indique que ces consignes sont disponibles au poste central de sécurité (PCS).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 13 : Implantation chaudières

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 22/12/2011, article 8.6.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Règles d'implantation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 8.6.1.1 Règles d'implantation  « Les chaudières produisant de la vapeur sous pression supérieure à 0,5 bar ou de l'eau surchauffée à une température de plus de 110 °C sont situées à plus de 10 mètres de tout local habité ou occupé par des tiers et des bâtiments fréquentés par le public. « Les locaux abritant ces chaudières ne sont pas surmontés d'étages et sont séparés par un mur de tout local voisin occupant du personnel à poste fixe. »
<b>Constats :</b> L'exploitant précise que la distance de 10 m de tout local habité ou occupé par des tiers et des bâtiments fréquentés par le public continue d'être respectée même avec les cessions de terrains appartenant au Technocentre à l'EPFIF et à la SGP notifiées dans le courrier de porter à connaissance en date du 01 juillet 2022 (réf. 07/2022/12820).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 14 : Conditions exploitation local chaudières

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 22/12/2011, article 8.6.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exploitation

<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 8.6.1.3 Exploitation des installations  « Les installations sont exploitées sous la surveillance permanente d'un personnel qualifié. Il vérifie périodiquement le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité et s'assure de la bonne alimentation en combustible des appareils de combustion. « L'exploitant consigne par écrit les procédures de reconnaissance et de gestion des anomalies de fonctionnement ainsi que celles relatives aux interventions du personnel et aux vérifications périodiques du bon fonctionnement de l'installation et des dispositifs assurant sa mise en sécurité. Ces procédures précisent la fréquence et la nature des vérifications à effectuer pendant et en dehors de la période de fonctionnement de l'installation. « En cas d'anomalies provoquant l'arrêt de l'installation, celle-ci doit être protégée contre tout déverrouillage intempestif. Toute remise en route automatique est alors interdite. Le réarmement ne peut se faire qu'après élimination des défauts par du personnel d'exploitation, au besoin après intervention sur le site. »
<b>Constats :</b> L'exploitant précise qu'une équipe est présente en permanence pour assurer la surveillance des chaudières du bâtiment « La Centrale ». <p>Il présente à l'inspection un classeur consignait les procédures écrites concernant la reconnaissance et la gestion des anomalies de fonctionnement. L'inspection consulte par sondage, la procédure « gestion fuite gaz » EXE-TCR-MOP-0321. Cette procédure précise que les incidents sont à signaler dans la « main courante », un cahier en salle des opérateurs. Tout incident est pris en charge par une équipe de techniciens et en fonction de la nature et de la gravité des incidents des recherches approfondies peuvent être effectuées.</p> <p>L'inspection constate que l'exploitant tient un carnet d'entretien des documents de maintenance de la chaudière. Le contenu de ce carnet n'a pas été analysé pendant l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 15 : Dispositifs de coupure en alimentation gaz

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 22/12/2011, article 8.6.1.6 – II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Coupure alimentation gaz
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 8.6.1.6 Dispositifs de sécurité au niveau de l'alimentation  « II. Un dispositif de coupure manuelle, indépendant de tout équipement de régulation de débit, doit être placé à l'extérieur des bâtiments pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible gazeux des appareils de combustion. [...] <p>« Il est parfaitement signalé et maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.</p> <p>[...]</p> <p>« Un dispositif de détection de gaz, déclenchant, selon une procédure préétablie, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger, doit être mis en place dans les installations utilisant un combustible gazeux afin de prévenir l'apparition d'une atmosphère explosive. Ce dispositif doit couper l'arrivée du combustible et interrompre l'alimentation électrique, à l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manœuvre</p>



puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion. Un dispositif de détection d'incendie doit équiper les installations implantées en sous-sol. »

**Constats :** L'inspection constate que le dispositif de coupure manuelle est bien placé à l'extérieur du bâtiment « La Centrale » pour permettre d'interrompre l'alimentation en gaz des chaudières. Ce dispositif est bien signalé et son sens d'ouverture est indiqué.

L'exploitant précise qu'un détecteur gaz est installé au niveau de chaque chaudière et que plusieurs détecteurs d'incendie sont installés au niveau de la passerelle localisée au-dessus des chaudières. L'inspection constate que les détecteurs gaz sont bien présentes au niveau de chaque chaudière mais un test de détection gaz n'a pas pu être réalisé lors de l'inspection.

Par courriel du 28/09/2022, l'exploitant présente le rapport de vérification n°C12D992022 réalisé par une société de spécialisée dans la détection de gaz et d'incendie en date du 09/09/2022. Il présente également le rapport de vérification n°C11D992022 réalisé par une société spécialisée dans la détection de gaz et d'incendie en date du 09/09/2022. Ces rapport indiquent que l'asservissement des détecteurs de gaz de la centrale MX15 et de la centrale MX43 n'ont pas été contrôlés lors de la vérification.

**Conclusions :**

L'exploitant précise les raisons du non contrôle de l'asservissement des détecteurs de la centrale MX43 et de la centrale MX15.

L'exploitant doit mettre en œuvre les actions correctives nécessaires et transmet un plan d'actions à l'inspection.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 3 mois

## N° 16 : Rejets atmosphériques – Chaudières

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 22/12/2011, article 3.2.4.1 et 3.2.5.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Air – Chaudières

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Article 3.2.4.1 Installations de combustion

« Les installations de combustion fonctionnent au gaz naturel.

« Les caractéristiques des rejets à l'atmosphère, après traitement, sont inférieures ou égales aux valeurs prévues dans le tableau suivant :

Installations ou émissaires concernés	Débit des gaz (m³/h)	Valeurs limites		
		Paramètres	Concentration (mg/Nm³) à 3 % d'O₂	Flux (kg /h)
Ancien générateur	17496 m³/h	SO₂	35	0,5
		Poussières	5	
		NOx (NO₂)	180	2,5
		CO	100	1,4
Nouveau générateur	11755 m³/h	SO₂	35	0,3
		Poussières	5	
		NOx (NO₂)	100	0,95
		CO	100	0,95

[...] »

Article 3.2.5.1 Surveillance des émissions



<p>« [...] Les mesures périodiques des émissions de polluants s'effectuent aux allures représentatives de fonctionnement stabilisé de l'installation. La durée des mesures sera d'au moins une demi-heure, et chaque mesure sera répétée au moins trois fois. Toutefois, il pourra être dérogé à cette règle dans des conditions bien particulières ne permettant pas de respecter les durées de prélèvement (gaz très chargés ou très humides...) ou de réaliser trois prélèvements (gaz très peu chargés correspondant à des concentrations inférieures à 20 % de la valeur limite ou installations nécessitant des durées de prélèvements supérieures à deux heures...) Dans ce cas, tout justificatif sera fourni dans le rapport d'essai.</p> <p>Le rapport fait apparaître les trois résultats de mesure avec la moyenne, l'écart type et une estimation de l'incertitude de la mesure. [...] »</p>
<p><b>Constats :</b> Par courrier du 07/07/2022 (réf. 08/2022/12820), l'exploitant présente à l'inspection le bilan 2021 des rejets des ICPE du Technocentre. Ce bilan présente les résultats des mesures réalisées pour les installations de combustion (chaudières fonctionnant au gaz naturel, les groupes électrogènes du site sont destinés uniquement aux situations d'urgence et ont fonctionné moins de 500 h en 2021). Les résultats relatifs aux installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air présentés dans le courrier du 07/07/2022 ainsi que les résultats relatifs aux effluents du système de chauffage des installations de combustion ne sont pas analysés dans le présent point de contrôle.</p> <p>Le bilan indique que la chaudière 600 de 6MW n'a pas été remise en conformité depuis décembre 2019 et n'a pas été contrôlée. L'exploitant précise que le brûleur de cette chaudière ne fonctionne pas correctement et qu'elle a été consignée.</p> <p>Les prélèvements ont été réalisés par une société accréditée pour les prélèvements en matière de qualité de l'air (accréditation délivrée par le COFRAC en cours de validité) et les analyses par un laboratoire accrédité pour les analyses physico-chimiques de qualité de l'air (accréditation délivrée par le COFRAC en cours de validité).</p> <p>Les résultats ne montrent pas d'écart avec les valeurs limites définies à l'article 3.2.4.1 de l'APC du 22/12/2011, cependant, le rapport de la société responsable de la mission de prélèvements et analyses (réf. 7791926/392.14.2.R en date du 09/12/2021) indique que les mesures ont été réalisées en 1 seul essai de 90 min et le rapport ne fournit pas de justificatif de cette différence avec les conditions prescrites par l'article 3.2.5.1 de l'APC du 22/12/2011.</p> <p>Le bilan de l'autosurveillance des rejets atmosphériques des chaudières présenté dans le courrier du 07/07/2022 ne relève pas d'écarts aux VLE des paramètres de fonctionnement suivis (NOX, CO, O2 débit des fumées sèches).</p> <p>Conclusion :</p> <p>L'exploitant veille au respect des conditions de mesure des rejets atmosphériques définies à l'article 3.2.5.1 de l'APC du 22/12/2011 lors des campagnes de mesures périodiques annuelles.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 17 : Rejets atmosphériques – Installations traitement de surface

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 22/12/2011, article 3.2.4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air – Traitement de surface
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 3.2.4.2 Installations de traitement de surfaces

« Les caractéristiques des rejets à l'atmosphère, après traitement, sont inférieures ou égales aux valeurs prévues dans le tableau suivant :

Installations concernées	Paramètres	Concentrations maximales (en mg/Nm <sup>3</sup> )
Traitement de surface	Acidité (H+)	0,5
	Alcalins (OH-)	10
	HF exprimé en F	2
	NOx exprimé en NO <sub>2</sub>	200
	Ni	5
	SO <sub>2</sub>	100
	NH <sub>3</sub>	30
	Poussières	30

« Les valeurs limites d'émission ci-dessus sont des valeurs moyennes journalières. »

**Constats :** Par courrier du 13/09/2022 (réf. 016/2022/12820), l'exploitant présente à l'inspection le résultat des caractérisations des rejets atmosphériques réalisés sur les installations suivantes :

- Installations de traitement de surfaces (« Grand Pilote » et « Petit Pilote ») ;
- Secteurs « applications peinture » des bâtiments « Les Labos » et « Technoservice » ;
- Secteurs « traitement thermique des polymères » du bâtiment « Les Labos ».

L'exploitant précise qu'un complément est attendu en ce qui concerne les mesures prévues fin-septembre 2022 concernant les mesures liées aux dispositions réglementaires de la rubrique 1978 sur les installations de peinture du bâtiment LE DESIGN et sur la fraiseuse EVE de ce même bâtiment (en maintenance en 2021).

Le présent point de contrôle porte uniquement sur les résultats des mesures sur les rejets atmosphériques des installations de traitement de surface.

Les prélèvements ont été réalisés par une société agréée par le ministre chargé des installations classées. Les analyses ont été effectuées par deux laboratoires également agréées (vérifications de agréments effectuées sur le site Lab'Air - <https://labair.developpement-durable.gouv.fr/>).

Le rapport de la société responsable de la mission de prélèvements et analyses (réf. 22507LSO1693700L-R01-Version 1 en date du 03/08/2022) indique que les prélèvements ont été réalisés pour les installations de traitement de surface du « Petit Pilote » en essais d'environ 40 minutes. Les installations du « Grand Pilote » n'ont pas été contrôlés car elles sont à l'arrêt depuis janvier 2022. Le rapport indique que les valeurs mesurées pour l'ensemble des paramètres mesurés sont très inférieures aux prescriptions de l'article 3.2.4.2 de l'APC du 22/12/2011.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 18 : Règlement REACH – substances à autorisation ou candidates à autorisation

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 18/12/2006, article 59 et article 8 de l'AM du 09/04/2019

**Thème(s) :** Produits chimiques, gestion des produits chimiques

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Règlement (CE) n°1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH)

Article 59

« 1. La procédure prévue aux paragraphes 2 à 10 du présent article est applicable aux fins de l'identification des substances remplissant les critères visés à l'article 57 et de l'établissement

d'une liste de substances identifiées en vue d'une inclusion à terme dans l'annexe XIV. L'Agence indique les substances qui, sur cette liste, figurent dans son programme de travail conformément à l'article 83, paragraphe 3, point e). »

Arrêté du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) ou de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

#### Article 8

« Gestion des produits.

L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances ou mélanges dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. »

**Constats :** L'exploitant précise que les fiches de données de sécurité des produits utilisés sur site sont répertoriées grâce à un outil informatique dédié et qu'une équipe dédiée à l'évaluation toxicologique des produits chimiques utilisés sur site est présente sur site.

L'exploitant précise que les substances présentes à l'annexe XIV du règlement européen n°1907/2006 ne peuvent pas être utilisées sur site.

Il présente une liste des substances présentes sur site et qui sont soumises à autorisation au titre du règlement REACH (listées à l'annexe XIV de ce règlement) ou qui figurent à la liste des substances candidates à autorisation telle que établie par l'Agence européenne des produits chimiques (ECHA) en vertu du l'article 59 du règlement REACH. Cette liste indique que des substances soumises à autorisation sont présentes sur site :

- chromate de potassium (n°CAS 7789-00-6), date de début de validité : 26/04/2001 (réf. REN 11406)
- bichromate de potassium (n°CAS 7778-50-9), dates de début de validité : 12/09/2005 (réf. REN 13478), 18/12/2007 (réf. REN 14628), 08/09/2005 (réf. REN 13474), 11/07/2005 (réf. REN 13372).
- DEHP-DOP (phtalate de di-2-éthylhexyle) (n°CAS 117-81-7), date de début de validité : 28/11/2007
- DBP (di-n-butyl phtalate) (n° CAS 84-74-2), date de début de validité : 08/10/2021.

L'exploitant indique que ces substances soumises à autorisation sont présentes sur site mais en très petites quantités pour des besoins de recherche en laboratoire.

Sept produits contenant des substances figurant dans la liste des substances candidates à autorisation sont utilisés actuellement sur site.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet